

ISDAO

# DOUNDOU

CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT LGBTQ EN AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT SPÉCIFIQUE DU TOGO



**Collecte des données : Mai 2021**

**Publication : Janvier 2025**

Commandité par : l'ISDAO

Rédigé par : Dos'tino Victobelle Kpetemey et Koffi Biova Philippe Kpesse

Révisé par : Kwaku Adomako

Édité par : Cécile Giraud

Avec les contributions majeures de Steffie Kueviakoe et Stéphane Simporé

# Table des matières

- 4 Liste des acronymes
- 6 Résumé
- 7 Introduction
- 8 Méthodologie
- 10 **Contexte juridique, politique et socio-économique**
  - Contexte juridique
  - Contexte politique
  - Contexte socio-économique
- 13 **Évolution du mouvement**
- 15 **Etat du mouvement**
  - Profil actuel des organisations et activistes
- 18 **Défis rencontrés par les personnes LGBTQ, les activistes et les organisations**
  - 1. La sécurité
  - 2. Le leadership
  - 3. La santé mentale
  - 4. La reconnaissance juridique
  - 5. Le défi organisationnel
  - 6. L'accès aux services
  - 7. Les financements
- 20 **Approches et stratégies employées**
- 22 **Collaboration et réseautage**
- 23 **Besoins en appui technique**
  - Capacités techniques et organisationnelles des organisations et activistes
  - Les fournisseurs d'appui technique
- 25 **Paysage des financements**
  - Disponibilité et accessibilité des financements
  - Besoins prioritaires peu ou non couverts
  - Défis liés au financement
- 28 **Recommandations**
- 29 **Références**





# Liste des acronymes

<b>AAEC</b>	Afrique Arc-En-Ciel
<b>ACS</b>	Action Contre le SIDA
<b>AFAZ</b>	Association Femmes Amazones Zen
<b>AMC</b>	Aide Médicale et Charité
<b>ATFA</b>	Association Togolaise des Femmes Abandonnées
<b>CNDH</b>	Commission Nationale des Droits de l'Homme
<b>CNLS</b>	Conseil National de Lutte contre le SIDA
<b>CTDDH</b>	Coalition Togolaise Des Défenseurs de Droits Humains
<b>EPIC</b>	Meeting Targets and Maintaining Epidemic Control (Atteindre les cibles et maintenir le contrôle sur l'épidémie)
<b>EPU</b>	Examen Périodique Universel
<b>EVT</b>	Espoir Vie Togo
<b>FAMME</b>	ONG Femmes en Action pour le Mieux-être de la Mère et de l'Enfant
<b>FHI 360</b>	Family Health International 360
<b>GF2D</b>	Groupe de réflexion et d'action Femme Démocratie et Développement
<b>ISDAO</b>	Initiative Sankofa d'Afrique de l'Ouest
<b>LBQ</b>	Lesbienne, Bisexuel-le, Queer
<b>LGBTQI</b>	Lesbienne, Gay, Bisexuel-le, Trans, Queer, et Intersexe
<b>ONG ADESCO</b>	Organisation Non Gouvernementale pour l'Appui au Développement Social et Communautaire
<b>PEPFAR</b>	President's Emergency Plan for AIDS Relief (Plan d'urgence du Président pour la lutte contre le SIDA)
<b>PNLS</b>	Programme National de Lutte contre le SIDA
<b>RAS+</b>	Réseau des Associations de personnes vivant avec le VIH
<b>SSR</b>	Sexe Sans Risque
<b>USAID</b>	United States Agency for International Development (Agence américaine pour le développement international)
<b>VIH/SIDA</b>	Virus de l'Immunodéficience Humaine/syndrome de l'immunodéficience acquis





# Résumé

La situation des droits des personnes LGBTQ demeure préoccupante au Togo. Elles sont victimes de violences et abus sous diverses formes, violences basées sur leur orientation sexuelle et identité de genre réelle ou supposée. L'environnement social est dépendant de l'interprétation des normes sociales, idées reçues, traditions et cultures. L'environnement juridique, politique et économique reflètent l'appréhension et le regard de la société togolaise vis-à-vis des LGBTQ.

Plusieurs organisations LGBTQ foisonnent sur le terrain en quête d'une justice sociale à travers diverses revendications. Certaines sont axées sur l'accès aux soins de qualité, l'autonomisation économique, d'autres se concentrent sur la création d'un environnement socio-juridique favorable à travers un plaidoyer et le renforcement de capacités de différents acteurs.

Ce foisonnement des organisations pourrait constituer une opportunité pour renforcer le plaidoyer, mais nombre de défis persistent sur le terrain. Actuellement, les organisations LGBTQ ne sont pas reconnues comme telles sur le territoire togolais ; l'unique porte d'entrée sur la scène de la société civile est la riposte au VIH même si les domaines d'intervention ne se limitent pas qu'à cette cause. Le contexte socio-juridique demeure hostile et cela impacte les réalités économiques des LGBTQ.

Pour faire évoluer les revendications, le mouvement se doit d'être plus dynamique, c'est en ce sens que les associations se sont mises en réseau pour renforcer le plaidoyer. Dans cette logique également, elles ont réussi à s'allier avec des partenaires intervenant dans le domaine de la santé et des droits humains, ainsi que du développement pour porter le message de la justice sociale sur tous les plans.

Si le mouvement est jugé dynamique sur le terrain au regard du contexte dans lequel il évolue, il n'en demeure pas moins confronté à des difficultés de financement pour dérouler et mettre en œuvre efficacement ses programmes ou actions sur le terrain.

Néanmoins, malgré l'accès limité aux financements, le mouvement LGBTQ au Togo réussit à avoir un impact et des avancées sont enregistrées en termes de plaidoyer, de réseautage, d'inclusion dans le domaine de l'accès aux soins de santé face au VIH et du sexe sans risque (SSR). Il reste encore des défis importants liés au leadership, à la sécurité, à une meilleure structuration organisationnelle et à la disponibilité de certains services, y compris les services de santé mentale. Le présent rapport présente un portrait actuel du mouvement, avec ses avancées et ses défis.

# Introduction

L'Initiative Sankofa d'Afrique de l'Ouest (ISDAO) a commandité une cartographie des organisations de la société civile du mouvement LGBTQ existantes afin de se faire une idée plus précise des progrès actuellement réalisés au Togo, de déterminer les atouts, les enjeux, les défis, les besoins de soutien, mais aussi documenter les bonnes pratiques, les victoires et les opportunités existantes pour les prochaines années. Pour ce faire, elle a recruté des consultant-es au niveau de chaque pays couvert par le fond.

L'ISDAO se basera sur les résultats de cette cartographie, qui intervient à titre de mise à jour du rapport « [Nous existons](#) » (Armisen, 2016), pour élaborer et déployer des stratégies de renforcement de capacités, pour mieux adresser les questions relatives aux personnes LGBTQ à travers les organisations et en termes de financement ou d'accompagnement technique, voire stratégique. La cartographie a été réalisée entre mars et mai 2021.



# Méthodologie

La particularité de cette cartographie résidait dans le fait d'avoir à la fois les données globales sur l'évolution du mouvement, mais aussi, sur la spécificité de différents sous-groupes.

Les données ont été collectées à partir de questionnaires spécifiques, élaborés pour chaque catégorie de personnes enrôlées.

Parmi les différents acteur-ices enrôlées, on note : les organisations dirigées par les personnes LGBTQ au Togo, les partenaires techniques qui interviennent auprès des personnes LGBTQ au Togo ou qui soutiennent leur lutte, des activistes indépendant-es, ainsi que quelques agences et représentations diplomatiques. Ces acteur-ices sont réparti-es selon le tableau suivant :

Organisations	Identification
Club des 7 Jours	GBT
MEN'S	GBT
AAEC	LGBTQI
Ladies Voice	LBQ
Unity	Trans
Big Mama	LGBTQ
ATFA	Bisexuel
Réseau Cupidon	LGBTQ
AFAZ	Bisexuel
EVT	Allié
RAS+	Partenaire
AMC	Partenaire
ACS	Partenaire
FAMME	Partenaire
FHI 360	Partenaire
CNLS	Partenaire
PNLS	Partenaire
CTDDH	Allié
AMNESTY International	Allié
GF2D	ONG féministe
USAID	Partenaire
Délégation de l'Union Européenne	Partenaire
Des militant-es LGBTQI	Activistes

Pour les besoins de la collecte, les questionnaires ont été élaborés en collaboration avec l'équipe de consultant-es principaux-ales. Le processus de collecte des données pour la cartographie a été effectué par le biais d'entretiens individuels et de discussions en groupe.

Dans une optique féministe, les répondant-es ont été sélectionné-es de façon à représenter la diversité du mouvement LGBTQ, ainsi que la diversité régionale. Cette même diversité a été appliquée à la représentation des enjeux portés par les allié-es, ainsi qu'à la sélection des activistes indépendant-es.

Les données ont été collectées par une administration directe et semi-directe des questionnaires. Ces données ont ensuite été compilées et transcrites pour les besoins de l'analyse et de l'interprétation.

Dans le cadre de cet exercice, l'équipe des co-consultant-es a fait face à certaines difficultés, entre autres, la disponibilité des partenaires et allié-es. On note aussi la réticence sinon le refus catégorique des personnes LGBTQ à se laisser enregistrer ou prendre en photo à visage découvert lors de l'interview ou des focus groups pour des raisons de sécurité. Cet enjeu de sécurité était d'autant plus marqué en dehors des grands centres urbains. L'équipe a aussi noté un certain tabou autour des questions financières. Certaines organisations LGBTQ hésitaient à communiquer sur leurs finances. Toutefois, la conception du questionnaire avait anticipé cette difficulté et avait privilégié des intitulés ménageant

les sensibilités. Cela a sans doute permis l'obtention d'une participation assez appréciable. L'autre difficulté rencontrée a résidé dans le fait que, pour des raisons liées à l'état d'urgence sanitaire au Togo, la collecte a été réalisée à distance par endroits. Pour cette même raison, il a été quasi impossible de rencontrer des acteur-rices diplomatiques.

Il faut également souligner que la cartographie qui sera présentée ici n'est pas exhaustive. Elle ne prend pas en compte, par exemple, les personnes intersexes. Notre équipe n'a pas pu en rencontrer dans le cadre de cette démarche. Pour cette raison, nous ferons référence dans ce rapport au mouvement LGBTQ et aux organisations qui le composent, tout en discutant des défis auxquels sont confronté-es les personnes et les sous-groupes LGBTQ.

# Contexte juridique, politique et socio-économique

Le contexte ne se prête toujours pas à l'épanouissement du mouvement au Togo. Plusieurs facteurs entrent en jeu, à savoir la loi pénalisante, les traditions et cultures, les normes ou considérations sociales.

La pénalisation existe encore. Les prises de position deviennent toujours plus houleuses. Les leaders religieux-ses occupent encore une place importante. Néanmoins, le contexte togolais est particulier en ce qu'on note une certaine « latence » du contexte, qui depuis 2016, ne s'est pas beaucoup dégradé. Ceci est peut-être dû au travail de plaidoyer que font les organisations LGBTQ depuis plus d'une dizaine d'années.

## Contexte juridique

Au Togo, les réalités d'ordre juridique demeurent les mêmes qu'en 2016. La situation n'a pas évolué de manière positive. Les relations entre personnes de même sexe, qualifiés « **d'actes contre nature** » sont légalement répréhensibles. Aux termes de l'article 392 du nouveau code pénal, constitue « ...un outrage aux bonnes mœurs tout acte impudique ou contre nature commis avec un individu de son sexe ». Constitue « également un outrage aux bonnes mœurs toute atteinte à la moralité publique par paroles, écrits, images ou par tous autres moyens » (République Togolaise, 2015 ).

Le premier alinéa fait références aux relations entre personnes de même sexe. Cette interdiction trouve sa sanction dans l'article suivant, l'article 393 qui spécifie: « *Toute personne qui commet un outrage aux bonnes mœurs est punie d'une peine d'emprisonnement d'un (01) à trois (03) an(s) et d'une amende d'un million (1.000.000) à trois millions (3.000.000) de francs CFA ou de l'une de ces deux peines* ». Pour rappel, ces dispositions sont la version révisée des articles 88 et suivant de l'ancien code pénal qui portait la peine de 100.000f à 300.000fcfa.

Pour certain-es, ce qui peut être salué, c'est que la loi qui existe est certes dissuasive, mais elle fait l'objet d'une certaine tolérance, puisque depuis 2016, il n'y a pas eu de condamnation sur la base de cette disposition. Par ailleurs, divers acteur-ices font un suivi régulier de la situation des droits humains en lien avec l'orientation sexuelle et l'identité de genre et ses expressions (République Togolaise, 2020). Encore en décembre 2020, le Ministre chargé des droits humains laissait publiquement entendre que les homosexuel-les ne sont pas reconnu-es par le droit togolais.

En termes d'accès à la justice, le traitement n'est pas équitable pour les personnes LGBTQ, qui arrivent souvent au commissariat en tant que victimes et y restent en tant qu'accusées. De ce fait, beaucoup hésitent à déposer plainte en cas d'abus et de violences (Lawson, 2018), car elles n'ont pas confiance dans le système judiciaire.

## Contexte politique

Le contexte politique reflète le contexte juridique. Étant donné que la loi pénalise les relations entre personnes de même sexe, le milieu politique suit la cadence.

Toutefois, dans le domaine de la santé et notamment en termes de riposte au VIH/SIDA, l'État par le biais du Conseil National de Lutte contre le SIDA (CNLS) a pris en compte les HSH dans les programmes nationaux. Cette prise en compte demeure insuffisante au regard du fait que les HSH ne représentent qu'une fraction de la communauté LGBTQ. Ce sont donc surtout les hommes gays et bisexuels qui sont pris en charge, contrairement aux personnes trans et LBQ qui ne le sont pas dans leurs spécificités. Les documents qui prennent en compte la cible en matière de VIH/SIDA sont le Plan Stratégique National de Lutte contre le VIH/ SIDA et la Politique de Prévention et de Prise en Charge du VIH chez les Populations Clés (CNLS & République Togolaise, 2012).

Il faut aussi noter que la question de l'homosexualité a été très souvent instrumentalisée ces dernières années pour déchaîner des passions populaires, s'attirer la compassion ou vendre des journaux.

## Contexte socio-économique

Les questions relatives aux personnes LGBTQ au Togo ne sont pas évidentes à aborder compte tenu de l'environnement socioculturel dans le pays. Socialement, les personnes LGBTQ ne sont pas tolérées. Les interprétations des normes sociales, des coutumes, des traditions, des cultures contribuent à associer les personnes LGBTQ à une malédiction. Beaucoup se réfèrent aux « valeurs africaines » et soutiennent la théorie de l'occidentalisation qui voudrait dire que l'homosexualité serait importée de l'Occident. A partir de cette théorie, toute orientation sexuelle autre que l'hétérosexualité est considérée comme une déviance sociale, qui ne doit en aucun cas être admise de peur de détruire la société. En conséquence, les personnes LGBTQ sont exposées aux violences et abus de toutes sortes. Les personnes trans sont particulièrement victimes de ces violences et abus.

Cette réalité sociale déteint économiquement sur les personnes LGBTQ, la plupart évoluant dans le secteur informel, très fragile. Les participant-es dans les groupes de discussion ont déclaré que sur la base d'une orientation sexuelle réelle ou supposée, les personnes sont victimes de traitements inégalitaires, notamment en matière d'accès à l'emploi.

La loi condamnant les relations entre personnes de même sexe, l'accès au travail d'une personne dont l'orientation sexuelle est connue ou même supposée est difficile voire impossible.

La pandémie de la COVID-19 a mis en lumière les inégalités déjà existantes, et les a exacerbées. Travaillant dans les secteurs informels, qui sont vulnérables aux mesures sanitaires, les communautés LGBTQ se sont retrouvées particulièrement vulnérables lors de cette pandémie. Les besoins en services de santé, y compris en santé mentale, l'accès aux denrées alimentaires et au logement ont drastiquement augmenté. Même si certaines organisations ont pu donner des allocations d'urgences, les besoins demeurent encore importants.



# Évolution du mouvement

Plusieurs sources situent l'émergence du mouvement LGBTQ au Togo dans les années 2004-2005, avec un renforcement de son assise dans la décennie suivante. Avant cette période, il existait bien des regroupements circonstanciels des personnes LGBTQ, mais ils consistaient surtout en des convivialités entre adultes qui se voyaient pour se décharger un court instant des peines et soucis quotidiens. Ces regroupements ne se rendaient d'ailleurs pas visibles à l'époque.

L'émergence des organisations sinon du mouvement s'expliquerait par la nécessité de riposter aux IST et au VIH/SIDA qui selon les études devenait de plus en plus présentes chez les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH).

Ainsi le mouvement a effectivement vu le jour à partir de 2005 avec la toute première association : Club des 7 jours qui intervenait dans la riposte au VIH/SIDA. L'année qui a suivi, une seconde association a vu le jour : MEN'S, dont le domaine d'action est la riposte au VIH, mais surtout la réinsertion sociale. S'en est suivi d'Afrique Arc-En-Ciel (AAEC), qui a vu le jour en 2007 avec comme particularité les droits humains, le renforcement de capacité, l'autonomisation économique et la vie associative. Par la suite, voyant que les besoins des personnes LBQ n'étaient pas pris en compte par les groupes existants, l'association Ladies Voice a vu le jour.

Pour les mêmes raisons de visibilité et de représentation, l'association UNITY a été créée en 2017 (12 septembre 2017), pour porter les luttes trans. Un autre enjeu, souvent moins visible, est celui de la représentativité et de la disponibilité de ressources pour les personnes LGBTQ d'un certain âge. Pour pallier ce manquement, l'association Big Mama, qui rassemble les « âges murs », a été créée en 2018.

On souligne aussi la présence du Réseau Cupidon, qui est le réseau des organisations LGBTQ du Togo. Initialement un réseau pour les HSH, il s'est progressivement ouvert aux autres organisations LGBTQ. Il faut aussi souligner qu'il existe des groupes plus généralistes comme l'Association Togolaise des Femmes Abandonnées (ATFA) ou encore l'Association Femme Amazone Zen (AFAZ), qui ne cible pas uniquement les personnes LGBTQ, mais qui possède une branche consacrée à ce public.

De 2016 à aujourd'hui, on note une croissance du mouvement dans la mesure où plusieurs autres groupes se sont formés pour prendre en charge des enjeux spécifiques. On note également un début d'expansion de la couverture et des services offerts, en dehors des grands centres urbains, même si d'énormes défis restent à relever, comme par exemple la disponibilité des services et du soutien dans ces zones. Alors que la culture du « par et pour » s'installe progressivement, on note

néanmoins une certaine concurrence entre les organisations sur des enjeux de financement, qui sont parfois spécifiques à certaines communautés (par exemple, un groupe LGBTQ qui candidaterait pour un financement destiné aux organismes trans). On assiste également, comme ailleurs, à un certain tokenisme<sup>1</sup>, en vue d'accéder à des ressources ou des fonds.

En termes de financement, certains enjeux tels que les questions LBQ, trans, de droits humains, de renforcement de capacités, reçoivent encore peu de ressources, face à un mouvement fortement dynamique. En dehors des groupes mentionnés ci-dessus, il existe des groupes informels, qui se rassemblent et qui ont également vocation à offrir un cadre de soutien aux personnes LGBTQ. Ces groupes informels rencontrent une certaine résistance de la part des groupes déjà existants, en termes de partage de pouvoir, de « légitimité » etc.

De 2016 à aujourd'hui, quelques actions ont marqué l'évolution du mouvement, notamment :

- La création d'organisations atypiques comme Unity et Big Mama ;
- Le premier rapport sur les questions SOGIESC dans le cadre de l'examen périodique universel (EPU) en 2016, puis le second en 2021 ;
- Le plaidoyer avec les médias ayant abouti à une charte sur le traitement des informations ;
- Le réseautage avec d'autres organisations, notamment la participation au mouvement PRO-SSR pour Tous, « financé par le bailleur AmplifyChange à hauteur de 335 804 852 francs CFA, soit 542 421 euros » ;

1 Le **tokénisme** (*tokenism* en anglais) est une pratique consistant à faire des efforts symboliques d'inclusion vis-à-vis de groupes minoritaires dans le but d'échapper aux accusations de discriminations.

# Etat du mouvement

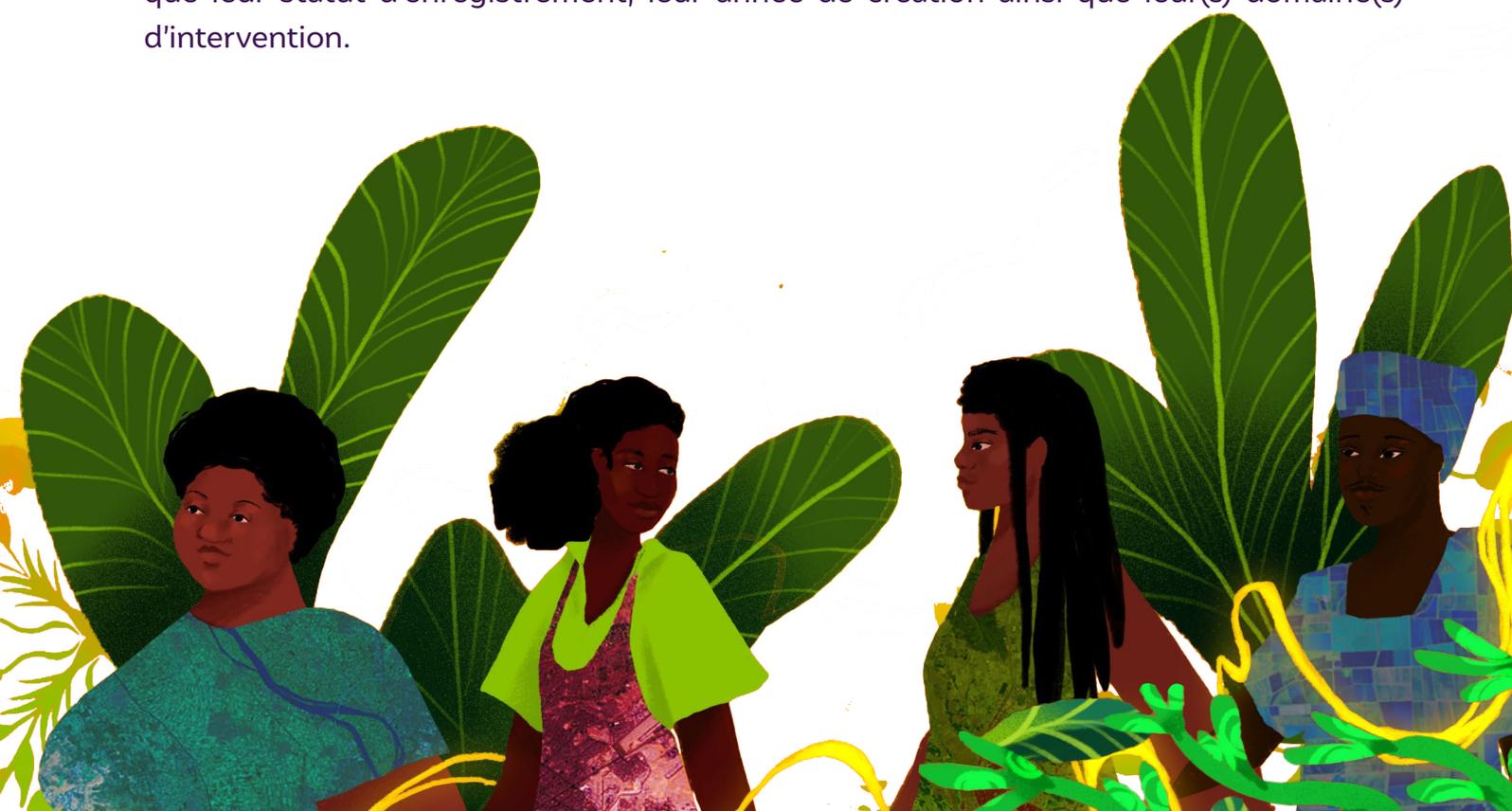
En termes de croissance, les avancées ne sont pas figées. Des efforts quotidiens sont nécessaires pour que des changements s'observent. Des organisations initialement concentrées sur des enjeux de VIH ont ainsi progressivement évolué vers les droits humains en ciblant plus globalement les publics LGBTQ.

Les organisations dirigées par des personnes LGBTQ sont de plus en plus visibles sur le terrain. Leurs actions sont de plus en plus orientées vers le plaidoyer. Bien que le contexte ne soit pas autant favorable, elles réussissent peu à peu à œuvrer avec d'autres structures qui ne travaillent pas directement sur les questions LGBTQ. À travers le mouvement Pro-SSR conduit par l'ONG ADESCO, les organisations LGBTQ ont avancé sur le terrain du droit à la santé. Les organisations ont de plus en plus d'occasions de tenir des événements.

Les organisations ont étendu leur domaine d'action aux besoins ressentis sur le terrain. Les organisations fournissent de plus en plus d'efforts pour lever des fonds. On note aussi la présence de plus en plus marquante d'activistes indépendant-es qui collaborent avec les organisations et/ou mènent des actions plus individuelles.

## Profil actuel des organisations et activistes

Le tableau ci-dessous répertorie certaines informations relatives aux organisations telles que leur statut d'enregistrement, leur année de création ainsi que leur(s) domaine(s) d'intervention.



## Liste des organisations LGBTQ en mai 2021

Organisation	Domaine d'intervention	Année de création	Statut d'enregistrement
ATFA	Prévention VIH Réinsertion Socioprofessionnelle	2003	Enregistrée depuis 2012
Club des 7 Jours	Santé VIH/SIDA Droits humains (Documentation et Référence) Réinsertion socioprofessionnelle	2005	Enregistrée depuis 2013
MEN'S	Santé VIH Réinsertion socioprofessionnelle	2005	Enregistrée depuis 2013
Afrique Arc-En-Ciel	Prévention VIH Droits humains (Documentation, assistance juridique) Plaidoyer Renforcement de capacités Autonomisation économique Vie associative	2007	Enregistrée depuis 2013
Ladies Voice	Santé VIH Droits humains Réinsertion socioprofessionnelle	2014	Enregistrée depuis 2016
Unity	Santé VIH Réinsertion socioprofessionnelle Droits humains Plaidoyer	2017	Enregistrée depuis 2019
Big Mama	Santé VIH Réinsertion socioprofessionnelle	2010	Enregistrement en cours (en 2021)
AFAZ	Santé VIH Réinsertion socioprofessionnelle Promotion des droits humains	2015	Enregistrement en cours (en 2021)
Réseau Cupidon	Plaidoyer Mobilisation de ressources	2016	Enregistrée depuis 2019



# Défis rencontrés par les personnes LGBTQ, les activistes et les organisations

Quotidiennement, les organisations, les activistes, les personnes LGBTQ sont confrontées à des défis qui s'analysent sous les angles de la sécurité, du leadership, de la santé mentale, de la reconnaissance légale, des défis organisationnels, de l'accès aux services, et des financements.

## 1. La sécurité

Les organisations, activistes, personnes LGBTQ manquent d'information, de formations sur la sécurité physique et numérique. Les sièges des associations ne sont pas sécurisés et sont exposés. Les activistes et les personnes LGBTQ prises individuellement sont exposés aux violences, aux arrestations. Les organisations dirigées par les personnes LGBTQ travaillant sur des questions relatives aux LGBTQ sont passibles de poursuites pénales, car la loi réprime cette activité. Dans ce sens, la lecture des autorités de la loi criminalise la mobilisation et les identités LGBTQ, en raison de l'amalgame général fait entre les réalités LGBTQ et l'homosexualité, ainsi que de la réduction de l'homosexualité aux « rapports sexuels entre des personnes du même sexe ».

Dans ce contexte, les leaders et les activistes peuvent être interpellé-es à tout moment et les locaux des organisations peuvent être fermés. Lorsque des incidents de sécurité surviennent, il n'existe pas de fonds destinés à prendre en charge les survivant-es, et il faut alors prendre en charge les situations au cas par cas.

## 2. Le leadership

Le partage du pouvoir demeure un gros défi. Depuis plusieurs années d'existence, on voit très peu de nouveaux-elles leaders. Cela agit sur le fonctionnement des organisations, et par conséquent sur celui du mouvement. Il existe un réel défi dans la désignation des personnes ou de la personne qui puisse/peussent être au-devant de la scène, prendre la relève du plaidoyer, pour porter un message commun. Les organisations le font en rang dispersé. Le réseau peine à représenter les organisations de la communauté, car celles-ci se méfient des intérêts qu'il pourrait défendre auprès des partenaires. Certains domaines d'intervention sont par ailleurs perçus comme « la chasse gardée » d'une organisation, que les autres structures ne doivent pas investir. Il n'existe pas de mécanisme de partage de connaissances, comme des programmes de mentorat ou de partage de connaissances intergénérationnel.

## 3. La santé mentale

Les interventions axées sur la santé mentale sont peu financées. Il existe un besoin crucial de psychologues pour accompagner les personnes LGBTQ ainsi que les personnes sous hormonothérapie.

## 4. La reconnaissance juridique

L'enregistrement des organisations et associations LGBTQ auprès de l'autorité étatique est impossible sous le mandat des questions LGBTQ. À date, aucune des organisations n'est expressément enregistrée comme association identitaire.

## 5. Le défi organisationnel

On note des structures organisationnelles faibles, avec une faible capacité à mobiliser des ressources. Les organisations ne disposent et ne candidatent pas aux financements par mission, car elles sont plutôt familières avec des « financements de projets ». Une fois que le projet se termine, l'organisation se retrouve sans financements et les ressources humaines disparaissent. Les partenaires sont réticents à accorder des financements de base.

## 6. L'accès aux services

La disponibilité de certains services, comme par exemple l'hormonothérapie, les services de santé sexuels et reproductifs, les dépistages des cancers (col de l'utérus, anus, etc.) sont peu disponibles, voire très peu disponibles en dehors des grands centres urbains.

## 7. Les financements

La majorité des fonds sont destinés à la lutte contre le VIH, laissant ainsi pour compte les autres enjeux. Plusieurs activistes et organisations ont aussi déclaré ne pas avoir d'informations à temps sur les opportunités de financement. Quand les financements sont disponibles, les organisations ne remplissent pas toujours les critères, qui sont souvent très exigeants.

# Approches et stratégies employées

Les organisations ont recours au réseautage à un niveau national comme international. Par ce biais, elles ont réussi à obtenir une collaboration continue avec la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) et la Coalition Togolaise des Défenseurs des Droits Humains (CTDDH). Ces structures représentent des alliées pour les organisations LGBTQ en termes de plaidoyer. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet SSR pour Tous, d'Amplifychange <sup>2</sup>, le Réseau Cupidon a pu s'appuyer sur cette collaboration pour toucher les organisations de défense des droits humains et les médias afin de porter son message de plaidoyer dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive des minorités sexuelles. Au-delà de ces opportunités, la principale stratégie utilisée reste la sensibilisation et le plaidoyer.

---

<sup>2</sup> Projet porté par le mouvement Pro SSR pour Tous au Togo piloté par l'ONG ADESCO. Le projet a démarré en 2020 et prendra fin en décembre 2021. Il se veut inclusif en prenant en compte les spécificités des minorités sexuelles que sont les LGBTQI dans la jouissance du droit à la santé sexuelle et reproductive (DSSR). Le Réseau Cupidon fait partie du mouvement au nom et pour le compte des associations LGBTQI.



# Collaboration et réseautage

Au Togo, les activistes, les organisations dirigées par des personnes LGBTQ et les autres organisations essaient de collaborer ensemble ; même si selon certain-es participant-es à l'étude, il ne s'agit que d'une collaboration de façade. En réalité, la collaboration entre les organisations identitaires elles-mêmes intervient au niveau de la mise en œuvre de projets où les indicateurs pourraient impliquer un travail commun avec les un-es et les autres.

Cette défaillance a poussé les 3 premières associations identitaires que sont Club des 7 Jours, MEN'S et AAEC à se regrouper par la suite en réseau pour couvrir des besoins de mobilisation des ressources en faveur de leurs activités et de coordination de leurs interventions, dans le but d'avoir plus d'impact.

Dans l'esprit des associations, c'est aussi à ce niveau que devraient apparaître de façon plus visible et institutionnelle les activités de plaidoyer à fort impact. Cependant, les membres des associations mobilisé-es pour l'étude ont déclaré que leurs attentes auprès du Réseau Cupidon n'étaient aucunement comblées. Elles déplorent le fait que le réseau soit incapable de fédérer les énergies pour faire le poids, et sont à l'inverse entrées dans une dynamique de concurrence avec les associations

identitaires, y compris parmi les membres du réseau. Les connaissances et les bonnes pratiques sont rarement partagées et il n'est pas rare de rencontrer des activistes et des organisations qui ignorent tout du travail d'autres associations, même au sein d'une même ville.

Par ailleurs, le mouvement LGBTQ travaille avec d'autres organisations de la société civile et du monde sanitaire qui ne sont pas gérées par des activistes LGBTQ. Selon les associations identitaires, cette collaboration se déroule dans un climat de méfiance. Les organisations LGBTQ estiment souvent que ces autres organisations cherchent à profiter des financements, et ne contribuent pas à l'épanouissement du mouvement. Par conséquent, la collaboration s'arrête lorsque le projet se termine.

Les collaborations LGBTQ/partenaires ou allié-es sont généralement temporaires et circonstanciées, et les associations identitaires estiment que la collaboration existe uniquement pour répondre à un besoin urgent de financement, plutôt que dans une volonté de travail collectif. Elles estiment donc que c'est le financement qui conditionne la fréquence d'appui venant des organisations alliées vers les associations identitaires.

# Besoins en appui technique

## Capacités techniques et organisationnelles des organisations et activistes

Il faut commencer par reconnaître qu'il existe des capacités et de l'expertise au sein des communautés. L'enjeu est de les améliorer. Certaines des organisations parmi les plus anciennes disposent d'une certaine capacité et d'expertise technique, que les organisations plus jeunes ne possèdent pas. Certaines des lacunes techniques et organisationnelles relevées sont les suivantes :

### Leadership et développement organisationnel :

Le leadership rassembleur est une piste à explorer afin d'établir un partage de connaissance inter-générationnel. Au niveau organisationnel, on note une faible culture organisationnelle et des difficultés quant à la mise en œuvre des programmes et dans la gestion des ressources humaines.

### Capacités de mobilisation des ressources :

Il existe peu ou pas d'expertise en matière de collecte de fonds dans les organisations LGBTQ. Ces dernières sont dépendantes des bailleurs de fonds. Il n'existe pas de culture de financement de base, en dehors des projets. En conséquence de cette dépendance, les organisations ne peuvent pas se professionnaliser. Cela entraîne souvent un manque de qualité et l'incapacité d'aboutir à un impact réel. À la fin des projets, les organisations consacrent

beaucoup d'énergie à la recherche d'autres bailleurs de fonds pour les poursuivre. De plus, les personnes qui sont embauchées pour un projet partent avec l'expertise du projet sur lequel elles ont travaillé à la fin du contrat.

### Sécurité des bureaux et des données :

Des espaces de travail sécurisés et des mécanismes de sécurisation efficace des données demeurent de grands défis pour les organisations LGBTQ.

### Rémunération des acteur-ices :

Le personnel des organisations est souvent rémunéré sur la base des projets, ce qui ne garantit pas une constance et une sécurité d'emploi.

### Besoins de renforcement des capacités:

Il existe des besoins en matière de plaidoyer, notamment pour participer efficacement aux espaces de plaidoyer pertinents.

## Les fournisseurs d'appui technique

Les besoins techniques du mouvement se traduisent par la faible capacité de mobilisation des ressources, de plaidoyer, de leadership et de réseautage.

Ces domaines d'appui sont en partie couverts par les partenaires techniques comme le CNLS, la CTDDH, Amnesty International Section Togo, le Mouvement pro-SSR. Les associations identitaires ont accès à ce genre de compétences à travers des ateliers des formations. Sur le domaine de la prévention et la prise en charge en matière de VIH, des sessions de formation sont initiées par le CNLS sur la politique de prévention du VIH au sein des populations clés (CNLS & République Togolaise, 2013) et sur la maîtrise du PSN qui constitue le document de référence pour les interventions à l'endroit des populations clés. FHI360 intervient aussi à propos de la mise en œuvre du PEPFAR et EPIC.

Des opportunités existent aussi en formation sur la rédaction de rapports alternatifs<sup>3</sup>, sur les techniques de plaidoyer, sur le réseautage offert aux organisations. Néanmoins, les formations sont limitées car les ateliers ne durent que quelques jours et ne permettent pas d'approfondir les sujets et thématiques traité-es. Il serait utile de proposer des formations qui durent quelques semaines ou mois pour opérer un véritable renforcement des capacités.

<sup>3</sup> "Un rapport alternatif constitue une évaluation des progrès réalisés par un État dans la mise en œuvre du traité relatif aux droits humains concerné. Les rapports alternatifs fournissent un récit alternatif aux informations officielles que l'État présente." Réseau DESC



# Paysage des financements

## Disponibilité et accessibilité des financements

Certaines organisations du mouvement ont déclaré ne pas savoir sur quelles plateformes trouver des opportunités de financement. En conséquence, elles se retrouvent privées de nombreuses opportunités financières.

Parfois, même lorsque des financements sont disponibles, les conditions d'éligibilité limitent leur accessibilité, d'où la nécessité de financements plus flexibles.

Parmi les principaux bailleurs présents sur le terrain, l'on recense: le Fonds mondial<sup>4</sup>, USAID, FHI 360, ISDAO, Fondation de France, SIDACTION, Solidarité SIDA, Synergia Initiative For Human Rights, Front Line AIDS, Front Line Defenders et ONUSIDA.

Ces bailleurs financent les domaines de la santé liée au VIH, le renforcement de capacités, les droits humains et l'autonomisation économique. Il faut souligner qu'une grande proportion de ces financements se concentre sur la santé liée au VIH/SIDA, au paludisme et à la tuberculose. Les organisations qui ne s'inscrivent pas dans ces domaines d'action sont ainsi laissées de côté.

Pour la plupart, les financements se concentrent sur Lomé et ses environs.

Toutefois, certains financements ont permis de couvrir d'autres villes de l'intérieur. Aucun projet n'a permis de prendre en compte des zones rurales.

## Besoins prioritaires peu ou non couverts

Cette étude révèle qu'il faut couvrir les domaines suivants, qui ne bénéficient pas ou de peu de ressources. On note par exemple :

- Les droits humains et le plaidoyer : il existe un grand besoin de soutien pour la production de données, l'appui dans l'élaboration des rapports, la présence dans les instances pertinentes, le soutien pour le réseautage, les interactions et le partage d'expériences avec les groupes aux enjeux similaires ;
- L'appui à l'autonomisation : ceci peut se faire au travers de formations, subventions, soutien à l'entrepreneuriat ;
- Le soutien à l'éducation et à la sensibilisation : le renforcement de capacités, la santé mentale et l'estime de soi ; la santé sexuelle et reproductive des publics LBQ ;
- L'hormonothérapie : éducation et disponibilité des hormones pour les personnes trans ;

<sup>4</sup> Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

- La sécurité individuelle et des organisations ;
- Le renforcement de capacités en leadership et pour l'instauration d'une culture et d'un environnement de travail sains et non oppressifs au sein même des organisations LGBTQ.

En ce qui concerne les zones géographiques non couvertes, il est difficile de trouver des financements qui puissent couvrir des zones éloignées de la capitale. On peut citer entre autres, la région des plateaux, notamment Kpalimé et ses environs, la région des savanes, notamment la zone frontalière, et enfin la région de la Kara.

## Défis liés au financement

Il existe un besoin conséquent et paradoxalement, le financement disponible est largement insuffisant.

En termes de défis liés aux financements, on note :

### Les difficultés d'accès aux informations liées aux financements

Certains groupes ont des difficultés d'accès à ces informations, parce qu'ils ignorent sur quelle plateforme celles-ci sont diffusées.

### Les difficultés d'éligibilité

L'un des défis concerne l'enregistrement des associations identitaires au niveau du ministère de l'Administration territoriale et des collectivités locales. Or, dans le processus de financement, il est demandé de prouver l'existence légale de la structure candidate. Aussi la durée d'existence des

associations en termes de nombre d'années et d'expériences pose-t-elle problème. Sur cette même question de financement, les partenaires locaux estiment qu'en dehors du volet santé, il serait difficile, voire impossible pour les associations identitaires d'obtenir des financements au niveau national en raison du contexte légal.

### Les capacités rédactionnelles limitées

La plupart des organisations émergentes ne disposent pas des compétences techniques pour rédiger une demande qui soit à la hauteur des attentes d'un potentiel bailleur de fonds. Ces organisations sont jugées sur la base des informations fournies dans la proposition et, la plupart du temps, les propositions n'expriment pas leurs besoins de manière claire et approfondie. On note aussi que les organisations ont peu de capacités de capitalisation des actions qu'elles mènent.



# Recommandations

Au regard de ce qui précède, les consultant-es proposent une liste de recommandations, pour mieux soutenir le mouvement et les personnes LGBTQ au Togo. Nous suggérons aux bailleurs de fonds de :

1. Faciliter l'accès aux financements, au travers de financements flexibles (allègement des critères et des conditions, flexibilité dans l'octroi de financements, etc.) ;
2. Soutenir les nouveaux groupes émergents, les groupes trans et LBQ, qui n'ont pas suffisamment accès aux ressources ;
3. Attribuer des financements par mission et des financements pluriannuels ;
4. Soutenir les actions qui visent l'autonomisation des communautés LGBTQ ;
5. Soutenir les actions qui se concentrent sur la documentation, le plaidoyer et le changement sociopolitique ;
6. Soutenir les projets qui incluent les jeunes, les personnes plus âgées, et/ou qui mettent l'emphase sur les zones plus éloignées des grands centres urbains ;

Nous suggérons également aux organisations de :

1. Créer un mécanisme ou une plateforme de partage des informations sur tous les financements disponibles ;
2. Soutenir les actions de leadership, partage de pouvoir, de connaissances et de concertation entre les groupes LGBTQ en créant des plateformes en ligne pour les militant-es identitaires.

# Références

Armisen, M. (2016). *Nous existons: Cartographie des organisations LGBT en Afrique de l'Ouest*. ISDAO. <https://www.isdao.org/fr/nous-existons/>

CNLS & République Togolaise. (2012). *Plan stratégique national de lutte contre le sida et les infections sexuellement transmissibles*.

CNLS & République Togolaise. (2013). *Politique nationale de prévention et de prise en charge globale du VIH des populations clés au Togo*. <http://ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/111027/138287/F-308175388/TGO-111027.pdf>

Lawson, K. (2018, January 12). Au Togo, homosexualité et justice ne collent pas. *Religion News Service*. <https://religionnews.com/2018/01/12/au-togo-homosexualite-et-justice-ne-collent-pas/>

République Togolaise. (2015). *Loi n° 2015-10 du 24 Novembre 2015 portant nouveau code pénal*. [https://www.policinglaw.info/assets/downloads/Code\\_p%C3%A9nale\\_du\\_Togo\\_\(2015\).pdf](https://www.policinglaw.info/assets/downloads/Code_p%C3%A9nale_du_Togo_(2015).pdf)

République Togolaise. (2020, Décembre 28). Pas de reconnaissance des droits LGBT. *République Togolaise*. <https://www.republicoftogo.com/toutes-les-rubriques/societe/pas-de-reconnaissance-des-droits-lgbt>



# ISDAO

## INITIATIVE SANKOFA D'AFRIQUE DE L'OUEST

L'ISDAO est un fonds dirigé par des activistes qui se consacre à la construction d'un mouvement ouest-africain qui défend la diversité sexuelle et les droits sexuels grâce à une approche flexible de l'octroi de subventions et au renforcement d'une culture philanthropique qui promeut les droits humains et la justice sociale.

-  [www.isdao.org](http://www.isdao.org)
-  [initiativeSankofa](https://www.facebook.com/initiativeSankofa)
-  [initiative\\_sankofa](https://www.instagram.com/initiative_sankofa)
-  [ISDAOSankofa](https://twitter.com/ISDAOSankofa)
-  [info@isdao.org](mailto:info@isdao.org)





